

DECLARATION unitaire de : Alternative Démocratie Socialisme (ADS), Alter-Ekolo, Alternative Libertaire (AL), Association des Communistes Unitaires (ACU), Coordination Nationale des Collectifs Unitaires pour une alternative au libéralisme (CNCU), Les Alternatifs, Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA), Parti Communiste Français (PCF), Parti communiste des ouvriers de France (PCOF), Parti de Gauche (PG).

CE N'EST PAS A LA POPULATION DE PAYER LA CRISE

Les classes populaires sont durement touchées par la crise. L'inquiétude pour l'avenir grandit. La politique du pouvoir est plus que jamais au service des privilégiés. L'heure est à la riposte. Les organisations signataires de cet appel défendent des propositions pour une autre politique, et s'engagent dans le soutien et la participation aux mobilisations, notamment à la journée interprofessionnelle de grèves et manifestations du 29 janvier.

En deux mois, le nombre de chômeurs a augmenté de plus de 100 000. Dans les entreprises privées, sous couvert de crise, les plans de licenciements se multiplient et le chômage partiel touche des secteurs entiers. Les intérimaires et l'ensemble des précaires sont touchés de plein fouet. La remise en cause des droits des chômeurs continue. (Au nom de la lutte contre « les déficits », le pouvoir a réduit les budgets publics, a privatisé, mis en concurrence « libre et non faussée » les services publics. C'est un véritable plan de mutation libérale et de privatisation qui s'accroît avec les suppressions d'emplois publics.

Le gouvernement il y a encore quelques mois nous annonçait que « les caisses sont vides ». Depuis il a trouvé des centaines de milliards (plus de 428 milliards d'euros) pour sauver les banques, assurances et autres organismes financiers. Les divers « plans de relance » ici et là dans le monde n'ont qu'un seul objectif : maintenir les profits des grands groupes capitalistes. La crise est une crise européenne et mondiale. Dans ce contexte, nous devons également nous mobiliser pour une Europe sociale, écologique, démocratique, féministe.

Des résistances existent ! Des salarié-e-s se mobilisent contre les licenciements, organisent des manifestations avec le soutien de la population. Les mouvements dans l'Education Nationale, notamment des lycéen-ne-s et de leurs professeur-e-s montrent qu'il est possible de faire reculer ce gouvernement. Des familles mal-logées ou sans logis se battent pour l'application de la loi de réquisition des logements vides. Les salarié-e-s sans papiers poursuivent la lutte pour leur régularisation. Nous sommes parties prenantes de toutes ces résistances et nous nous inscrivons dans les prochaines mobilisations de janvier, Education Nationale le 17, Santé et Hôpital Public le 24, grève interprofessionnelle et manifestations de masse du 29 janvier.

Une autre politique est possible, en s'attaquant aux profits et à la spéculation financière, en remettant en cause la rémunération du capital. Il faut donner la priorité aux salaires et aux droits sociaux, mettre à contribution les profits et les dividendes versés aux actionnaires, en remplaçant le « bouclier fiscal » pour les privilégié-e-s et les spéculateurs par le bouclier social permettant au plus grand nombre de vivre mieux. Nous exigeons l'augmentation des salaires, du SMIC, du minimum vieillesse et des minima sociaux. Nous proposons l'annulation du paquet fiscal de l'été 2007 ; une redistribution du budget de l'Etat pour répondre aux besoins sociaux et développer les services publics à tous les niveaux ; une réforme de la fiscalité afin que les entreprises ne puissent plus, comme aujourd'hui, privilégier la spéculation au détriment de l'emploi et des conditions de travail.

Nous nous opposons aux licenciements, exigeons le droit de veto suspensif des salarié-e-s sur les licenciements. Nous exigeons le maintien du contrat de travail, le maintien de l'intégralité des revenus et des droits des salariés mis au chômage technique. Nous réaffirmons le principe du CDI comme référence du contrat de travail dans le privé et de l'emploi statutaire dans le public. Nous défendons les reprises

autogestionnaires d'entreprises par les salarié-e-s.

Nous refusons toute aide publique aux entreprises qui licencient.

Nous agissons pour la suppression des paradis fiscaux, pour une appropriation publique du système de crédit permettant une autre politique d'investissement au service de l'emploi, du logement social, des services publics et de projets prenant en compte l'urgence écologique.

Nous voulons remettre en cause le pacte de stabilité et les directives européennes de privatisation ; agir pour un nouveau type de développement ; pour combattre toutes les formes de discrimination qui affectent le champ social ; pour créer des emplois utiles sur le plan social et écologique. Nous proposons de dégager les moyens nécessaires à des objectifs de production économes en termes d'énergie et producteurs d'emplois notamment dans le domaine de l'environnement, des transports collectifs, du secteur des énergies renouvelables et du soutien à l'agriculture paysanne.

Nous voulons rompre avec les logiques financières développées par l'Union européenne et ses institutions, en particulier la Banque centrale européenne.

Nous refusons les suppressions d'emplois dans le secteur public, exigeons l'annulation des 30.000 suppressions de postes décidés, le retrait de la privatisation de la santé (loi Bachelot), la création d'emplois socialement utiles (Santé, l'Ecole, Poste, Recherche, et de nouveaux services publics, du logement, de la petite enfance, etc.) Nous agissons pour la réduction du temps de travail sans flexibilité ni annualisation avec embauches correspondantes.

Les grèves et manifestations comme celle du 29 janvier expriment les colères et amplifient les luttes. Une riposte populaire d'ensemble est urgente. Nous nous engageons à mettre toutes nos forces au service de la convergence des luttes contre les licenciements, la vie chère, le chômage et la précarité, et pour la défense et l'élargissement des services publics. C'est le moment !

24 janvier 2009.